



Messages clés de la société civile en matière de plaidoyer Table ronde 3 du FMMD : médias et culture

Avertissement: Le contenu suivant reflète uniquement les résultats des dialogues thématiques organisés par le mécanisme de la société civile du FMMD. Par conséquent, les défis et les opportunités décrits sont limités à ce qui est apparu au cours des discussions. Ces idées peuvent évoluer au fur et à mesure de l'analyse et des discussions.

Défis

- 1. Promotion continue des "bons" contre les "mauvais" migrants et des "légaux" contre les "illégaux" dans les médias et en politique.**
- 2. Promotion de récits anti-migratoires dans les médias traditionnels et les grands médias, ainsi que dans les technologies modernes de l'information (par exemple les médias sociaux)**
 - a. L'absence de responsabilité au sein des médias qui diffusent de la désinformation, des informations erronées et des récits discriminatoires sur les migrants.
 - b. Le grand public reste réticent à l'idée de raconter des histoires spécifiques sur les personnes sans pouvoir ou sous-représentées, y compris les migrant.e.s, ainsi que sur la réalité et les moteurs de l'immigration.
 - c. Les algorithmes des médias sociaux et les plateformes de messagerie se font l'écho de désinformation discriminatoire avec une faible capacité de contrôle de l'information ou de vérification des faits.
 - d. Les médias traditionnels (par exemple, les journalistes éminents et les propriétaires d'empires médiatiques), ainsi que les propriétaires de médias sociaux et alternatifs, partagent des intérêts communs avec les groupes politiques d'extrême droite qui utilisent les migrant.e.s comme boucs émissaires.
- 3. Diffusion de désinformation et/ou de récits xénophobes à des fins politiques**
 - a. Ces dernières années, la volonté politique s'est de plus en plus orientée vers l'utilisation de la xénophobie et de la désignation des migrants comme boucs émissaires à des fins politiques populistes.
 - b. La poursuite de la promotion et de l'utilisation d'un langage criminalisant et déshumanisant les migrants.
 - c. Les récits de migration promus par les gouvernements, en grande partie par les Affaires Intérieures / les Ministères de l'Intérieur, qui se concentrent sur un langage sécuritaire.
- 4. Maintien et perpétuation du racisme, de la xénophobie et de la suprématie de la race blanche dans le grand public.**
 - a. La polarisation croissante et la susceptibilité des populations dominantes à l'égard des préjugés, y compris l'utilisation de la désinformation et des barrières culturelles pour alimenter la suprématie blanche et le nationalisme.

- b. Les populations dominantes ne sont toujours pas suffisamment informées de l'histoire coloniale et de son héritage dans les schémas migratoires actuels.
5. **L'absence de politique ou de réglementation cohérente en matière de désinformation ou de récits préjudiciables, ainsi que l'insuffisance des investissements dans des mécanismes indépendants de contrôle et de responsabilisation.**
 6. **Difficultés à construire des récits de migration exacts ou positifs qui gagnent en popularité ou en visibilité**
 - a. La complexité des questions migratoires fait qu'il est très difficile de transmettre et de diffuser des informations exactes dans les formats courts et accrocheurs qui réussissent le mieux à imprégner des récits plus larges.
 - b. Difficulté à trouver un équilibre entre la visualisation des difficultés et de la violence des routes migratoires (victimisation), et la mise en évidence des réussites des migrants (contributions) et des formats plus attrayants.
 7. **Le manque de solidarité au sein de la société civile et de centralisation des voix des migrants dans le paysage narratif, en particulier en veillant à ce que les migrant.e.s reçoivent un financement direct pour les contenus dirigés ou créés par eux-mêmes ou elles-mêmes.**
 8. **Les récits de discrimination croisée continuent de dépeindre une identité sexualisée des femmes migrantes.**

Opportunités

1. Construire les bases d'une représentation positive durable

- a. Démanteler l'opposition entre les "bons" et les "mauvais" migrant.e.s.
- b. Investir dans des initiatives et des projets culturels, musicaux et artistiques diversifiés provenant de l'ensemble de la société, y compris des communautés de migrant.e.s et de diasporas.
- c. Promouvoir la compréhension multiculturelle dans l'éducation formelle en engageant les migrant.e.s comme ambassadeurs culturels (par exemple dans les écoles, le tourisme, l'histoire), et en engageant la diaspora et les migrant.e.s comme éducateurs ou éducatrices dans les systèmes d'éducation nationaux et privés.
- d. Intégrer dans les programmes scolaires nationaux et internationaux une éducation précise sur les réalités et l'histoire des migrations et du colonialisme, ainsi qu'une éducation aux médias.
- e. Mettre en place davantage de stages, de formations et de programmes d'emploi pour les migrant.e.s et la diaspora dans les médias et le gouvernement.
- f. Investir dans la narration et l'autoreprésentation des migrant.e.s et des diasporas, en particulier des migrant.e.s marginalisé.e.s, les promouvoir et les développer.
- g. Promouvoir les réseaux multipartites, les partenariats et la formation avec des médias progressistes et des personnalités du monde des médias, notamment en organisant des échanges multipartites entre les médias, la société civile et les gouvernements.
- h. Veiller à ce que les femmes migrantes et leurs identités croisées soient prises en compte dans les politiques de lutte contre la discrimination et la violence fondée sur le sexe.

2. Soutenir de meilleurs récits migratoires par une meilleure politique migratoire

- a. Faciliter le passage de l'investissement dans la résolution d'un problème à l'investissement dans un atout pour une société forte.

- b.** Mettre à nouveau l'accent sur un état d'esprit fondé sur les droits humains et sensible au genre, plutôt que sur la valeur utilitaire des migrant.e.s pour la société. Pour ce faire, il faut cesser de mettre l'accent sur la sécurisation et la criminalisation et se focaliser sur sauver des vies et ouvrir la voie à des migrations sûres, ordonnées, régulières et dignes.
- c.** Veiller à ce que les empires médiatiques, les entreprises et les employeurs jouent un rôle dans la promotion de récits exacts par le biais de politiques fortes concernant les droits du travail des migrant.e.s, de réglementations relatives à la désinformation et aux discours haineux, et de la mise en œuvre de filières régulières fondées sur les droits humains.
- d.** Promouvoir la vérité sur les causes profondes des problèmes de migration et faire connaître les réussites des migrant.e.s, en particulier des plus vulnérables, des autochtones et des personnes en situation de handicap.
- e.** Promouvoir une approche de la migration fondée sur les droits humains qui souligne l'injustice que représente l'exclusion des personnes en situation de handicap d'une migration sûre, régulière et ordonnée.

3. Promouvoir un paysage médiatique et narratif sain

- a.** Réglementer et légiférer davantage contre les discours de haine, tant dans les médias sociaux que pour les politiciens et les tabloïds.
- b.** Investir dans des mécanismes de responsabilisation des médias, des organismes de surveillance chargés de vérifier les faits et des campagnes d'éducation visant à combattre et à identifier les fausses informations et la désinformation.
- c.** Développer des outils mondiaux et régionaux pour réguler la diffusion de la désinformation, en particulier en utilisant l'intelligence artificielle et les "Deepfakes".
- d.** Investir dans des médias indépendants et dirigés par des migrant.e.s ou des membres de la diaspora.